

Distr.  
GENERALE

A/CONF.157/AFRM/1/Rev.2/Add.1\*  
22 octobre 1992

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

CONFERENCE MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME  
Réunion régionale pour l'Afrique  
Tunis, 2-6 novembre 1992

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ANNOTE

Etabli par le Secrétaire général de la Conférence mondiale  
sur les droits de l'homme

Point 1. Ouverture de la session

1. La Réunion régionale pour l'Afrique sera ouverte par le Secrétaire général de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme et le chef de la délégation du pays hôte. La session doit se tenir à Tunis du 2 au 6 novembre 1992. On se rappellera que l'Assemblée générale, au paragraphe 4 d) de sa résolution 46/116, a décidé que, conformément aux objectifs et aux dispositions de sa résolution 45/115, des réunions régionales seraient organisées pour chaque région qui le souhaitait, dans le cadre institutionnel des commissions régionales ou avec l'aide de celles-ci, et que ces réunions seraient financées au titre des activités préparatoires de la Conférence mondiale, comme recommandé par la Commission des droits de l'homme au paragraphe 8 de l'annexe de sa résolution 1991/30. Suite à l'adoption de cette résolution, le Secrétaire général de la Conférence a été informé du désir du Groupe régional africain de tenir une réunion préparatoire régionale pour la Conférence mondiale sur les droits de l'homme à Tunis du 2 au 6 novembre 1992. Le Gouvernement tunisien a ensuite offert gracieusement d'accueillir cette réunion régionale.

---

\* Nouveau tirage pour raisons techniques.

Point 2. Election du bureau

2. On se rappellera que le Comité préparatoire, à sa troisième session, a convenu d'adopter, pour les réunions régionales, le règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social. Toutefois, la question de la participation d'organisations non gouvernementales aux réunions régionales est régie par la décision PC.3/2, par laquelle le Comité préparatoire recommandait à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général d'inviter les organisations non gouvernementales suivantes aux réunions régionales pour la Conférence mondiale sur les droits de l'homme :

a) Organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui ont des activités dans le domaine des droits de l'homme ou du développement, ainsi que dans la région intéressée;

b) Autres organisations non gouvernementales qui ont des activités dans le domaine des droits de l'homme ou du développement, qui ont leur siège dans la région intéressée, après consultation des pays de la région, qui désignent des représentants dûment autorisés par elles pour participer à la réunion régionale en tant qu'observateurs.

3. Conformément à ces règles, adaptées aux besoins particuliers de la Réunion régionale, la session est appelée à élire un président, trois vice-présidents et un rapporteur, compte dûment tenu d'une répartition géographique équitable.

Point 3. Etablissement de la commission de vérification des pouvoirs

4. Une commission de vérification des pouvoirs sera établie au début de la session. Elle se composera de cinq membres, nommés par la plénière, sur la recommandation du Bureau. La Commission élira son propre bureau. Elle examinera les pouvoirs des représentants et fera rapport à la plénière.

Point 4. Adoption de l'ordre du jour et du règlement intérieur

5. L'ordre du jour provisoire, publié sous la cote A/CONF.157/AFRM/1/Rev.2, a été établi par le Secrétaire général de la Conférence sur la base des recommandations faites par le Groupe africain.

6. A sa troisième session, le Comité préparatoire a convenu d'adopter, pour les réunions régionales, le règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, tel qu'il a été adapté. Conformément à ce règlement intérieur, la Réunion régionale est appelée à adopter officiellement le règlement intérieur tel qu'il a été adapté.

Point 5. Organisation des travaux

7. Conformément à la pratique établie aux réunions des Nations Unies, le Bureau établira un programme de travail provisoire.

8. Vu le peu de temps disponible, la Réunion voudra peut-être limiter le temps de parole. Elle voudra peut-être aussi encourager les participants à faire, dans la mesure du possible, des déclarations communes ainsi que des déclarations portant sur plusieurs points de l'ordre du jour.

9. La Réunion voudra peut-être envisager la création d'une grande commission chargée d'examiner tel ou tel point de l'ordre du jour; au cas où une telle commission serait créée, elle pourrait se réunir en même temps que la plénière.

Point 6. Examen des questions concernant la protection et la promotion des droits de l'homme, y compris l'application des instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme :

- a) Responsabilité des individus, des groupes, des institutions et des organisations non gouvernementales en matière de protection et de promotion des droits de l'homme;
- b) Rôle des gouvernements dans le renforcement de la promotion et de la protection des droits de l'homme;
- c) Rôle des institutions nationales compétentes dans la promotion et la protection des droits de l'homme aux niveaux national et régional

10. Pour ce point de l'ordre du jour, la Réunion est appelée à examiner entre autres sujets les questions concernant la protection et la promotion des droits de l'homme dans une perspective régionale, la question de la ratification des instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme ou de l'adhésion à ces instruments, ainsi que le rôle des gouvernements dans le renforcement de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Elle se penchera également sur la responsabilité entre autres des organisations non gouvernementales en matière de protection et de promotion des droits de l'homme, ainsi que sur le rôle des institutions nationales compétentes dans ce domaine aux niveaux national et régional.

11. L'attention de la Réunion est appelée sur le rapport du Secrétaire général consacré aux institutions et instruments régionaux relatifs aux droits de l'homme (A/CONF.157/AFRM/2).

12. L'attention de la Réunion est aussi appelée sur le rapport du Secrétaire général établi à la demande du Groupe africain et consacré à la ratification des différents instruments relatifs aux droits de l'homme ou à l'adhésion à ces instruments (A/CONF.157/AFRM/3).

13. En outre, la Réunion sera saisie des documents ci-après :

Rapport mis à jour du Secrétaire général sur les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (E/CN.4/1991/23 et Add.1);

Rapport des Rencontres internationales sur les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme, Paris, 7-9 octobre 1991 (E/CN.4/1992/43 et Add.1);

Rapport du Groupe de travail chargé de rédiger un projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus (E/CN.4/1992/53 et Corr.1).

La Réunion disposera aussi des fiches d'information et des publications pertinentes du Centre pour les droits de l'homme.

- Point 7. Examen des questions relatives aux objectifs de la Conférence mondiale qui revêtent une importance particulière pour la région : une perspective régionale
- a) Élimination de l'apartheid et des nouvelles formes de racisme, de discrimination, de xénophobie et d'extrémisme religieux;
  - b) Obligation pour les Etats de coopérer et d'être solidaires dans la mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels, et en particulier dans la réalisation du droit au développement;
  - c) Relation entre les droits de l'homme et les situations humanitaires et évaluation de l'efficacité des réponses d'urgence, des stratégies et des mécanismes existants pour fournir une assistance rapide, appropriée et adéquate aux réfugiés et aux personnes déplacées en Afrique

14. L'élimination de l'apartheid et des nouvelles formes de racisme, de discrimination, de xénophobie et d'extrémisme religieux constitue un élément important de ce point de l'ordre du jour, tout spécialement pour la région. A cet égard, l'attention de la Réunion est appelée sur les documents ci-après :

Rapport intérimaire du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe, établi conformément aux résolutions 1991/8 et 1991/21 de la Commission et à la décision 1991/237 du Conseil économique et social (E/CN.4/1992/8);

Rapport du Secrétaire général sur les mesures à prendre pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale, et rôle de la Sous-Commission (E/CN.4/Sub.2/1992/11);

Rapport mis à jour établi par M. Ahmed M. Khalifa, Rapporteur spécial, sur les conséquences néfastes, pour la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée au régime raciste et colonialiste d'Afrique du Sud (E/CN.4/Sub.2/1992/12);

Fiche d'information No 5 : Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Consultation mondiale sur le racisme et la discrimination raciale, tenue à Genève du 3 au 6 octobre 1988;

Fiche d'information No 12 : Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale;

Fiche d'information No 14 : Formes contemporaines d'esclavage.

15. L'obligation des Etats de coopérer et de manifester leur solidarité dans l'application des droits économiques, sociaux et culturels et en particulier dans la réalisation du droit au développement, est un autre aspect essentiel de ce point. La Réunion est censée axer son attention sur le problème de

la pauvreté et du sous-développement économique et ses rapports avec la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales. A cet égard, l'attention de la Commission est appelée sur les documents ci-après :

Rapport sur la Consultation mondiale sur la jouissance effective du droit au développement en tant que droit de l'homme, établi par le Secrétaire général conformément à la résolution 1989/45 de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1990/9/Rev.1); publié également en tant que publication du Centre pour les droits de l'homme sous le titre "La réalisation du droit au développement" (HR/PUB/91/2);

Rapport d'ensemble établi par le Secrétaire général sur la question de la réalisation du droit au développement, conformément à la résolution 1990/18 de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1991/12);

Rapport final établi par M. Danilo Türk, Rapporteur spécial, sur la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels (E/CN.4/Sub.2/1992/16).

L'attention de la Réunion est aussi appelée sur les fiches d'information et les numéros du Courrier des droits de l'homme pertinents, publiés par le Centre pour les droits de l'homme.

16. La relation entre les droits de l'homme et les situations humanitaires et l'évaluation de l'efficacité des réponses d'urgence sera également examinée au titre de ce point de l'ordre du jour. Il s'agit là d'une question qui revêt une importance particulière pour la région, vu l'ampleur du problème, la région accueillant environ 5,6 des 17 millions de réfugiés que compte la planète. A ce sujet, l'attention de la Réunion est appelée sur les documents ci-après :

Nouvel ordre humanitaire international : rapport du Secrétaire général (A/47/352);

Fiche d'information No 13 : Le droit international humanitaire et les droits de l'homme

Bulletin of Human Rights 91/1 : I. Human rights and humanitarian law.  
II. Human rights and refugee law.

L'attention de la Réunion est aussi appelée sur deux documents de travail établis par la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à l'intention de la troisième Conférence panafricaine des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, tenue à M'Babane (Swaziland) du 28 septembre au 4 octobre 1992 :

"Vulnérabilité des réfugiés et des personnes déplacées" dans Documents de la Conférence (Pan/4.1);

"Réfugiés et personnes déplacées" (Pan/6.1).

Point 8. Examen des activités régionales et nationales d'information sur la Conférence mondiale et son processus préparatoire

17. On se rappellera que par sa résolution 46/116 du 17 décembre 1991, l'Assemblée générale a décidé que le Secrétaire général donnerait la publicité la plus large possible à la Conférence et à ses préparatifs.

18. Par ailleurs, par sa décision PC.2/2 intitulée "Activités d'information" (voir A/CONF.157/PC/37, annexe II), adoptée à sa deuxième session, le Comité préparatoire a prié instamment le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de veiller à ce que soit assurée la couverture des réunions régionales.

Point 9. Adoption du rapport

19. A l'issue de sa session, la Réunion régionale pour l'Afrique adoptera un rapport qui sera présenté à la Conférence mondiale, par le truchement du Comité préparatoire à sa quatrième session, conformément à la résolution 46/116 de l'Assemblée générale.

---